

Etude empirique de l'impact du risque-pays et de la qualité institutionnelle sur les IDE en Algérie de la période 2010-2014

Hammache Souria

Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou

hammache.soraya@yahoo.com

Résumé:

Cet article vise à cerner la relation entre le risque-pays, la qualité institutionnelle et les IDE en Algérie. De ce fait, un modèle de régression multiple se basant sur la méthode des moindres carrés ordinaire (MCO) Least square method (OLS) sera construit, lequel va inclure les variables qui sont susceptibles d'impacter les IDE en Algérie. La période d'étude de notre analyse couvre la période allant de 2000 à 2014. Les résultats montrent clairement qu'en Algérie les investisseurs étrangers se préoccupent d'avantage du risque financier. Le risque politique et le risque économique semblent être non significatifs. La qualité institutionnelle semble être un facteur déterminant de l'attractivité des IDE en Algérie. En effet, la variable liberté économique est significative et explique en partie la variation des flux des IDE entrants.

Mots clés : IDE- Risque-pays- Risque financier- Risque politique-Qualité des institutions.

Abstract:

This article aims to determine the relationship between country risk, institutional quality and FDI in Algeria. A multiple regression model is constructed based on the Least Square Method (OLS), which includes the variables that are likely to impact FDI in Algeria. The study period of our analysis covers the period between 2000 and 2014. The results show clearly that in Algeria foreign investors were mostly concerned with financial risk. Political risk and economic risk seemed to be insignificant. Institutional quality seemed to be a determinant factor in attracting FDIs into the country. Indeed, economic freedom were significant and might partly explain the variation in FDI flows.

Key words: FDI - Country risk -Financial risk -Political risk- Institutional quality.

Introduction

Les investissements directs étrangers sont considérés dans plusieurs pays comme un facteur de croissance et de développement économique. Plusieurs pays ont pu profiter des retombés positifs des IDE qui se matérialisent généralement par un transfert technologique, création d'emploi, et d'exportations de produits et de services. Suite à ces avantages, plusieurs pays rentrent en compétitions et tentent d'attirer les investissements étrangers vers leurs territoires.

La montée du risque-pays notamment le risque politique dans certains pays à l'exemple des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, a impacté sévèrement les flux entrants des IDE. En effet, les investisseurs ont tendance à éviter d'investir dans les régions politiquement instables. Plusieurs travaux de recherches et d'analyses démontrent cette la relation inverse entre le risque-pays et le flux des IDE.

En Algérie en dépit de la relative stabilité politique et des efforts consentis pour améliorer le climat des affaires et l'attractivité des IDE, le pays peine toujours à convaincre et stimuler les investisseurs à s'orienter vers le marché algérien. En effet, l'année 2015 a marqué, un recul en termes de flux d'investissements étrangers à -587 millions de dollars contre 1,5 milliard de dollars en 2014¹. Cette situation est principalement dû à la détérioration du climat des affaires et à la fragilité actuelle de l'économie, mais surtout à la mauvaise qualité des institutions du pays.

Il s'agira dans cet article de comprendre au mieux l'impact du risque-pays et de la qualité institutionnelle sur les IDE en Algérie. Une étude de la relation des IDE et du risque-pays dans le contexte de l'économie algérienne, pourrait être très intéressante, et de nous permettre de se renseigner davantage sur la nature de la relation qui existe entre les deux variables. L'économie algérienne se caractérise par plusieurs sources de fragilités, ajouté à cela un contexte géopolitique tendu. Dans ces conditions l'analyse de l'impact du risque-pays et de la qualité institutionnelle sur les IDE ne serait pas sans intérêt.

Pour étudier et répondre à ces interrogations, nous mettrons en avant en premier lieu, une revue de la littérature qui résume les principaux résultats des travaux antérieurs. Ensuite nous ferons une mise au point sur l'état les lieux des IDE en Algérie, pour une meilleure compréhension des défis auxquels se heurte le pays. Enfin nous présenteront les résultats de notre analyse économétrique.

1- Revue littéraire :

Le risque -pays est toujours appréhendé dans le choix des investisseurs étrangers. Toutefois, les études empiriques n'aboutissent pas généralement à la même conclusion. Beneth et Green (1972)² étudient le comportement des IDE américains et trouvent que les firmes américaines ne sont pas affectées par l'instabilité politique des pays où elles se trouvent. Le même résultat est confirmé par Campos et Nugent (2003)³; Sethi(2003)⁴; Tures(2003)⁵. Dans le même cadre d'analyse, Levis (1979)⁶ utilise deux proxys pour mesurer l'instabilité politique. Il trouve que l'absence de l'agressivité domestique contre le système politique est un déterminant important pour les IDE sur la période courte terme mais non pas sur la période longue terme. Par contre, la légitimité du système politique joue un rôle significatif sur la période longue terme mais pas sur la période courte pour le flux des IDE. Busse et Hefeker (2005)⁷ ont testé 12 facteurs du risque politique dans les pays en développement, ils ont trouvé que la stabilité gouvernementale, l'absence de conflits internes et des tensions ethniques et religieuses, une bonne réglementation et l'application des lois, sont des facteurs déterminants des IDE. Par contre ils n'ont trouvé aucune relation significative entre les autres facteurs du risque pays comme : le profile des investissements, la corruption, le rôle du secteur militaire dans la politique, et la bureaucratie. Les auteurs se sont basés sur les données de l'International Country Risk Guide (ICRG) issues du Political Risk Group (PRG), qui évalue le risque-pays d'une centaine de pays dans le monde.

Le concept du risque pays est aussi étroitement lié à la qualité des institutions et à l'environnement des affaires. En effet, un pays jouissant des institutions saines dont le degré de corruption est faible, maîtriser et contrôler, à moins de risque de subir des pressions sur le plan politique qui mettront en cause sa légitimité. Ceci est un signal fort et positif aux investisseurs donnant l'image d'un pays offrant toutes les conditions nécessaires pour la mise en place des projets d'investissements. Il est nécessaire de noter que si le degré du risque pays est élevé, les investisseurs exigeront une rentabilité élevée de leurs projets en compensation du risque qu'ils ont supporté. Bien entendu, les investisseurs choisiront d'investir dans les pays à faible risque. Jun & Singh (1996)⁸ ont étudié les déterminants des IDE dans les pays en développement, et le rôle joué par le risque sociopolitique. Dans leur étude ils ont testé la relation entre le ratio IDE/PIB et le risque sociopolitique, en se basant sur les données issues du : *Business Environment Risk Intelligence* (BERI), ils ont trouvé une relation négative et significative entre ce risque et les IDE, particulièrement dans les pays à fort potentiel d'attractivité des flux des IDE.

En 2002, Globerman & Shapiro⁹ ont trouvé des résultats contradictoires avec ceux de Jun & Singh (1996), d'après leur recherche la bonne gouvernance des institutions est un déterminant important d'attraction des IDE dans les petites économies et les pays en voie de développement. Jun & Singh quant à eux affirment que les facteurs qualitatifs du risque politique sont significatifs surtout pour les pays attirant plus d'IDE.

En 2007, d'autres travaux ont été réalisés par Bénassy-Quéré, Coupet & Mayer¹⁰ (2007) qui concluent que la transparence des institutions, l'efficacité des réglementations et des lois, ainsi que l'absence de corruption sont des facteurs déterminants des IDE. En 2009, Slangen & van Tulder¹¹ nous affirment que les indicateurs de la banque mondiale du risque pays sont plus intéressants en matière de mesure du risque pays, que la prise en compte d'uniquement des facteurs du risque politique. Leur analyse nous confirme que les indicateurs de gouvernance sont importants, et qu'ils prédisent le mode d'entrer des multinationales allemandes. D'après leurs résultats, les investisseurs ont recours aux joint-ventures dans le cas où les scores liés à la bonne gouvernance du pays sont faibles. Ils affirment aussi que le risque politique est le facteur le moins significatif des six facteurs qui forment l'indice de gouvernance de la banque mondiale ; Slangen & Beugelsdijk (2010)¹², affirme à leur tour que la qualité des institutions est négativement associée aux IDE, ils affirment aussi que les investissements verticaux sont plus sensibles au risque pays élevé. Ils ont eux aussi considéré les indicateurs du risque tel qu'ils sont développés par la banque mondiale. Une étude menée par Mashrur M. Khan & Mashfique Ibne Akbar (2013)¹³ en 2013 couvrant 94 pays de la période allant de 1989 à 2009 nous renseigne que le risque politique est déterminant des IDE, et que la plupart des indicateurs du risque politique impactent négativement les investissements étrangers. En 2015, une étude intéressante a été menée par Ellis L. C. Osabutey (2015)¹⁴, qui a analysé la relation risque politique et IDE dans l'Afrique Sud Saharienne particulièrement au Nigéria. Elle conclut que lors des périodes de stabilité les IDE augmentent par contre lors des périodes d'instabilité politique les IDE sont négativement impactés.

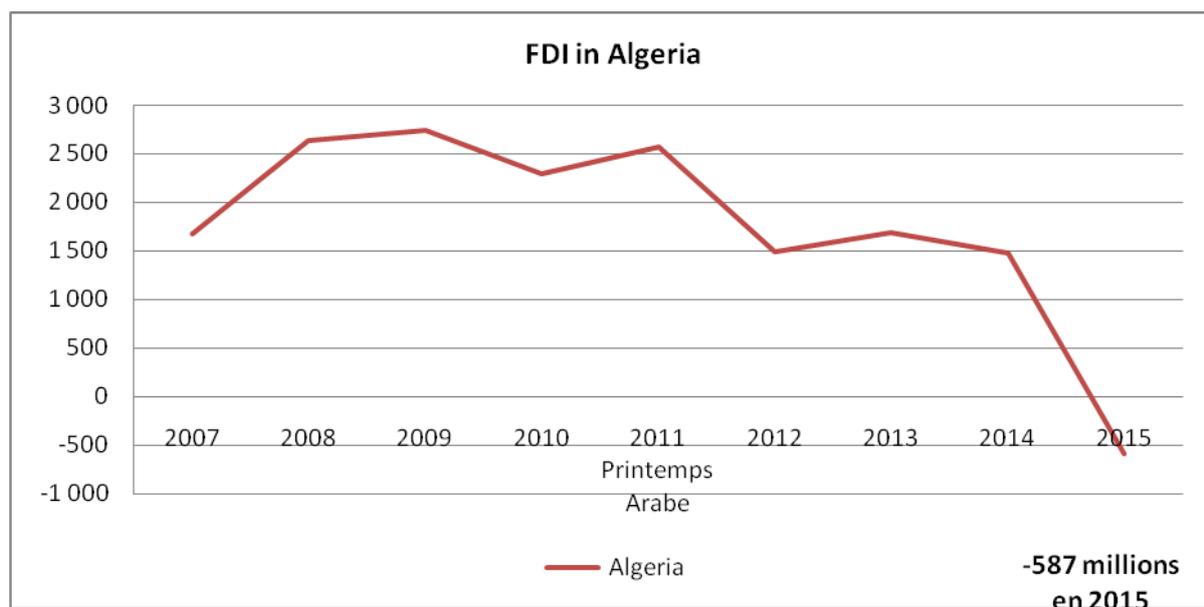
En dépit de l'existence d'une certaine hétérogénéité des résultats avancés par les différents chercheurs, les travaux les plus récents s'accordent à dire que un risque pays élevé tend à faire diminuer les flux IDE, et une bonne qualité des institutions attire les IDE.

2- Etat des lieux des IDE en Algérie

La grande majorité des flux d'IDE vers l'Algérie sont dans le secteur du pétrole et du gaz. Cependant, les politiques restrictives en particulier la loi instaurée par la loi de finances

complémentaire de 2009, (la règle dite des 51-49% fixe la part de participation d'un investisseur étranger dans une société de droit algérien à 49%. Cette règle est prévue par l'alinéa 2 de l'article 4bis du code de l'investissement selon lequel : « Les investissements étrangers ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51% au moins du capital social), et le risque élevé font que l'Algérie est moins attrayante pour les investisseurs que cela devrait être compte tenu de ses importantes ressources pétrolières et gazières et la rentabilité relative avec laquelle ces ressources peuvent contribuer au développement du pays (exploration et production de pétrole coûts sont inférieurs à terre à l'étranger). En outre, la chute des prix mondiaux du pétrole a conduit les entreprises internationales de pétrole et de gaz à réduire leurs dépenses en capital et leurs budgets cette année. Cela est susceptible de conduire davantage à une baisse des entrées d'IDE en Algérie.

Figure 1 : Evolution des IDE en Algérie de 2007 à 2015 (milliards US\$)

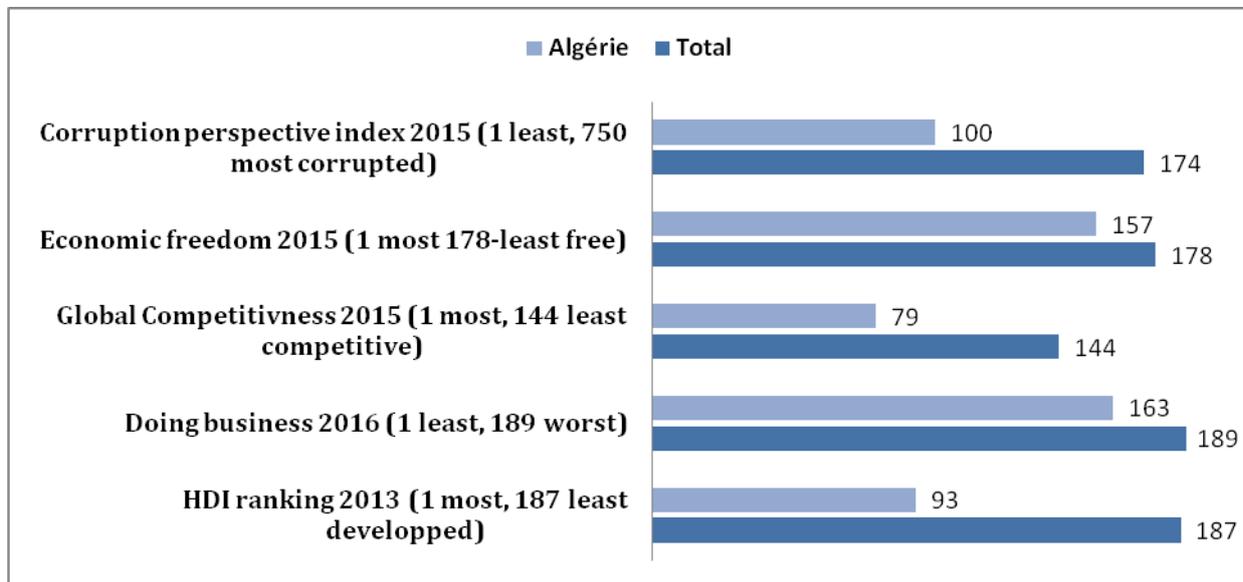


Source : Adapté à partir des données de la CNUCED rubrique data center : <http://unctad.org/fr/Pages/Home.aspx> (Consulté le 20/09/2016).

La figure 1 illustre l'évolution des IDE entrant en Algérie, on constate clairement la chute des investissements étrangers dans le pays. Pour tenter de comprendre cette tendance baissière il suffirait d'étudier d'un peu plus près la qualité institutionnelle, ainsi que le degré de compétitivité du pays.

La figure 2 illustre le classement de l'Algérie selon les plus grandes institutions mondiale relative à l'étude de l'environnement économique et des affaires de différents pays.

Figure 2 : Environnement institutionnel en Algérie.



Source : adapté à partir des rapports : Doing business 2016- Global Competitiveness 2015- Heritage Foundation and Wall Street Journal 2015- International Transparency 2015.

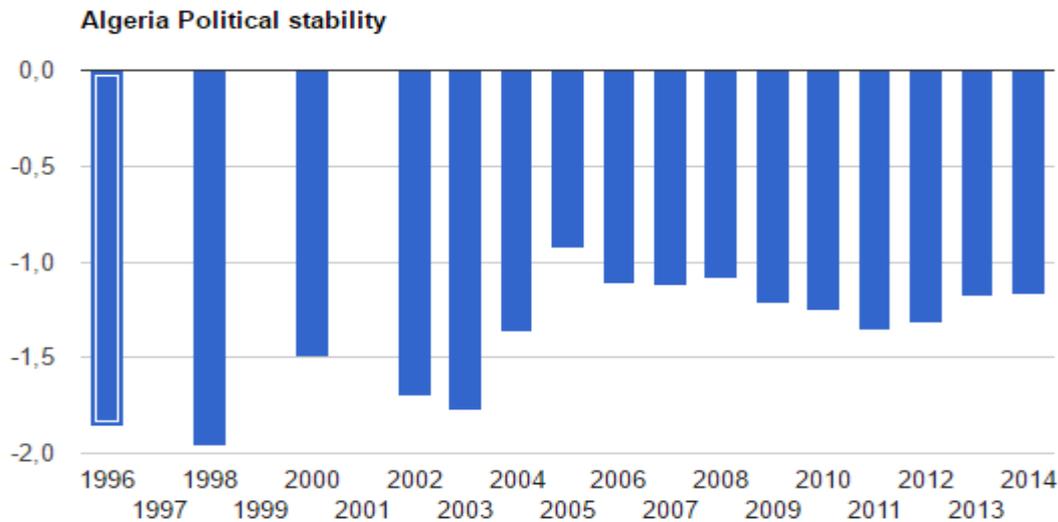
L'environnement des affaires et institutionnels n'est pas favorable aux investissements étrangers. L'Algérie est classée 163^{ème} dans le rapport Doing business ce qui est révélateur d'une détérioration continue du climat des affaires. L'indice de liberté économique à tendance à confirmer ce constat.

3- La montée du risque-pays en Algérie :

La société française d'assurance-crédit « COFACE » a baissée la note de l'Algérie de la catégorie B (risque assez élevé), à la catégorie C du risque élevé, et ne se retrouve ainsi plus qu'à un cran du risque très élevé de la catégorie D. Selon elle la politique budgétaire expansive a permis jusqu'à maintenant d'amortir le choc de la chute des revenus pétroliers, mais que le déficit budgétaire qui devient important annonce la fin de cette possibilité de contenir le choc. En effet, la chute des prix de pétrole a fait baisser les exportations de l'Algérie, ce qui a fragilisé l'économie du pays.

L'indice de la stabilité politique et absence de violence et de terrorisme proposé par la banque mondiale¹⁵ mesure la probabilité que le gouvernement de l'Algérie soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris la violence à motivation politique et le terrorisme. L'indice est compris entre -2.5 instabilité politique élevé à 2.5 stabilité politique élevé.

Figure 3 : Stabilité politique en Algérie 1996-2014.



Source : Banque mondiale.

(http://www.theglobaleconomy.com/Algeria/wb_political_stability/) Consulté le 20/09/2016)

La figure 3 montre que le pays est devenu plus stabilisé politiquement depuis 1996, néanmoins en 2014 des sources de fragilité politique qui sont susceptibles de mener à un renversement du gouvernement en place demeurent encore existantes.

4- Spécification du modèle :

La période d'étude de notre analyse couvre la période allant de 2000 à 2014. La période a été choisie en fonction de la disponibilité des données. De ce fait, un modèle de régression multiple se basant sur la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) *Least square method (OLS)* sera construit, lequel va inclure les variables qui sont susceptibles d'impacter les IDE en Algérie.

Le modèle prend la forme suivante :

$$\begin{aligned} \text{Log(FDIGDP)} = & \beta_0 + \beta_1 \log(\text{GDPPC}) + \beta_2 \log(\text{OPEN}) + \beta_3 \log(\text{INFL}) + \beta_4 \log(\text{OILPRD}) \\ & + \beta_5 \log(\text{Political risk}) + \beta_6 \log(\text{Economic freedom}) + \beta_7 \log(\text{Economic risk}) \\ & + \beta_8 \log(\text{Financial risk}) + \xi_{it} \end{aligned}$$

Où :

Tableau 1 : Les variables de l'étude empirique

Variables	Explications
FDIGDP	Constitue notre variable dépendante les données sont issues de la base de données de la CNUCED
GDPPC	Constitue le PIB par habitant, il s'agira de savoir si cette variable influence les IDE en Algérie.
OPEN	Mesure le degré d'ouverture de l'économie algérienne. Le rapport entre la somme des exportations et des importations et le PIB.
INFL	Le taux d'inflation du pays.
OILPRD	La production annuelle de pétrole. Les données sont issues de la base de données de BP.
Political risk	Mesure le degré du risque politique les données sont issues de l'ICRG.
Economic risk	Mesure le degré de liberté économique et la qualité des institutions du pays. Il s'agit de l'indice de liberté économique issue de Heritage Foundation and Wall Street Journal.
Financial risk	Mesure le risque financier du pays les données proviennent de l'ICRG.
Economic freedom	Mesure le risque économique du pays les données proviennent de l'ICRG.

Comme nous pouvons le constater, pour stabiliser les variables, une transformation en LOG à été faite. En effet la transformation logarithmique vise à stabilisé la variance et faire des distributions symétriques de telle sorte que les coefficients respectifs ne sont pas influencés par les extrêmes valeurs.

4-1- La matrice de corrélation

Le tableau suivant nous indique les coefficients de corrélation entre les différentes variables. A partir du tableau nous pouvons déduire qu'il n'existe pas une forte corrélation entre les variables les IDE/PIB et le PIB par habitant du pays et l'inflation, par contre on constate le contraire pour les composants du risque-pays. En remarque que les coefficients de corrélation

du risque politique, le risque économique ainsi que le risque financier sont fortement corrélés avec la variable IDE/PIB.

On constate aussi que la majorité des variables indépendantes ne sont pas fortement corrélées. La transformation en log a permis d'atténuer le problème de multi-colinéarité, mais pas de le faire disparaître complètement.

Tableau 2: Matrice de corrélation

	Log (fdigdp)	Log (gdppc)	Log (inflat)	Log (open)	Log (oilprd)	Log (po-risk)	Log (eco fr)	Log (eco-r)	Log (fin-r)
Log (fdigdp)	1								
Log (gdppc)	-0.09887	1							
Log (inflat)	0.1346	0.7357	1						
Log (open)	0.2599	-0.2327	-0.2533	1					
Log (oilprd)	0.2589	-0.2667	-0.273	0.9989	1				
Log (po- risk)	0.3611	0.5378	0.1620	0.3042	0.2719	1			
Log (eco- fr)	0.5047	-0.7407	-0.4874	0.4771	0.4966	-0.1819	1		
Log (eco-r)	0.5004	0.4752	0.3572	0.4185	0.3877	0.8669	-0.0052	1	
Log (fin- r)	0.5566	-0.0114	0.1738	0.2898	0.2681	0.3793	0.2111	0.5370	1

Source : Adapté à partir des sorties du logiciel d'views 0.9.

4-2- Le test de normalité des résidus

La normalité des résidus obtenus lors d'une [régression linéaire](#) est rarement testée, alors qu'elle conditionne la qualité des intervalles de confiance autour des paramètres et des prédictions. Pour savoir si les erreurs sont normalement distribuées, ce qui est souhaitable, nous mettons place **le test de Jarque-Berra**. Ce test cherche à déterminer si des données suivent une loi normale. Les résultats sont présentés dans la figure 4 en annexe.

La probabilité de Jarque-Bera est de 0.62 supérieur à 0.05 on accepte donc l'hypothèse H0 nulle : Les résidus sont normalement distribués.

4-3- Le test d'hétéroscédasticité

Les tests d'hétéroscédasticité impliquent les deux hypothèses suivantes : H_0 (hypothèse nulle) d'homoscédasticité des résidus. et H_1 (hypothèse alternative) : d'hétéroscédasticité des résidus. Le teste pris en compte dans l'étude est celui de Breusch-Pagan-Godfrey. Par conséquent, si la p-value associée à un test d'hétéroscédasticité se trouve en-dessous d'un certain seuil (exemple : 0.05), on rejettera l'hypothèse nulle de l'homoscédasticité. La probabilité associée au R-square (Prob Chi-Square) est égale à 0.67, elle est supérieur à 0.05 de ce faite on accepte l'hypothèse nulle. Les résidus sont homoscédastiques. Ce qui est désirable.

4-4- Le test d'auto-corrélation des résidus

Les séries temporelles sont souvent porteuses d'auto-corrélation des erreurs, alors il est important de procéder à un test, afin de déceler tout risque d'auto-corrélation. Le test de **Durbin et Watson** (1950) permet de détecter une auto-corrélation des erreurs d'ordre un. Il repose sur l'estimation d'un modèle autorégressif de premier ordre pour les résidus estimés. L'hypothèse nulle du test est l'hypothèse d'absence d'auto-corrélation des erreurs. La statistique DW est comprise entre zéro et quatre. L'hypothèse nulle d'absence d'auto-corrélation des erreurs est acceptée lorsque la valeur de cette statistique est proche de deux.

Le résultat du test de Durbin et Watson sous *views* est directement donné lors de la régression et de l'estimation de l'équation. Le résultat du teste est égale à 2.32. Nous pouvons alors estimer qu'il y a absence d'auto-corrélation, ce qui est encore désirable. De ce qui précède, nous pouvons dire que toutes les conditions sont réunies, pour procéder à une estimation de nos variables.

4-5- Les résultats de la régression

Les résultats de la régression sont plutôt intéressants. Comme nous pouvons le constater le R square (R^2) est très élevé ce qui veut dire que le modèle est globalement bon. Les variables dépendantes influence significativement la variable dépendante $\log(\text{IDE}/\text{PIB})$.

Ajoutée à cela la probabilité du F-statistiques est inférieur à 0.05 ce qui veut dire que les variables indépendantes explique significativement la variables dépendante. Nous pouvons alors estimer que le modèle remplit toutes les conditions nécessaires pour une analyse de régression linéaire.

Les résultats montrent que la majorité des variables sont significatives. PIB par habitant semble ne pas être significatif par contre l'ouverture économique est significative au niveau de signification de 5%. Mais il est étonnant d'apprendre que le risque politique n'est pas significatif, même chose est à constater pour le risque économique. Par contre les deux variables risque financier ainsi que la liberté économique sont significative et explique largement une partie de la variation dans les IDE

Les estimations du modèle précédent font ressortir les résultats suivants

Tableau 3: Les résultats empiriques de l'impact du risque-pays et de la qualité institutionnelle sur les IDE en Algérie.

Variables	Coefficients	t-statistic	Prob value
Intercept	-0.063339	-0.563663	0.5934
Log(gdppc)	0.027777	1.525817	0.1779
Log(open)	-0.215007	-3.308506	0.0162**
Log(inflation)	0.000222	0.099483	0.9240
Log(oilprd)	0.155622	3.289029	0.0166**
Log(political-risk)	0.022561	1.564372	0.1688
Log(economic-risk)	-0.008015	-0.458106	0.6630
Log(economic-freedom)	0.069135	3.105765	0.0210**
Log(financial-risk)	0.033668	2.802065	0.0311**

$R^2=0.882377$, F- statistic =5.626277, Prob(F-statistic)= 0.024717, Durbin-Watson stat=2.324944, Jacque Berra probability=0.62, Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey : Prob. Chi-Square (8)= 0.67. *Niveau de signification 1% ** Niveau de signification 5% *** Niveau de signification 10%

Source : Adapté à partir des sorties du logiciel d'views 0.9.

Les résultats de la régression donnent plusieurs aperçus sur l'influence des variables prises en compte sur les IDE en Algérie.

La variable PIB par habitant est d'après les résultats un facteur non déterminants des IDE en Algérie, la *P value* étant supérieur à 0.05 semble confirmer cela. L'inflation est d'après les résultats non significative, L'ouverture économique est par contre significative est semble être un facteur déterminant des IDE en Algérie.

Il est surprenant d'apprendre que les deux variables qui composent le risque pays : le risque politique ainsi que le risque économique ne sont pas significatives. Il est vrai que nous nous attendions à un résultat opposé. Concernant la non signification du risque économique, le résultat pourrait s'expliquer par la relative stabilité de l'économie algérienne durant la période où les prix de pétrole était à 100\$ le baril. En effet, de la période allant de 2005 à 2013, l'Algérie a pu constituer une réserve de change importante (180 Milliard de dollars). Ce qui donne l'image d'une économie relativement stable. Ce signal est perçu par les investisseurs comme un aspect positif. De ce fait les investisseurs ne se sont pas préoccupés du risque économique.

Concernant le risque politique, le résultat pourrait s'expliquer par la relative stabilité politique de l'Algérie par rapport aux autres pays du MENA. Les investisseurs étrangers semblent juger l'Algérie comme un pays politiquement stable que les pays voisins. En effet, l'Algérie n'a été classée comme pays à risque que récemment avec la dégradation de la situation géopolitique de la région. Mais il est essentiel de signaler que l'Algérie est pour le moment plus stable qu'une grande partie des pays du MENA. Et il faut rappeler que la période d'étude couvre que les années allant de 2000- 2014 ; donc durant cette période les investisseurs étrangers ont jugé que le risque politique de l'Algérie n'était pas une préoccupation majeure.

Une autre explication possible a ce résultat, est que : en tant que membre de l'OPEP et donc un pays bien doté en pétrole, et vue de l'importance stratégique du secteur énergétique, les investisseurs et les firmes multinationales ont fait le choix d'ignorer le risque politique en négociant les contrats directement avec le gouvernement en place. Il serait intéressant de pousser l'analyse vers l'avant, en estimant les composant du risque politique et leur impact sur les IDE en Algérie, car il serait possible que les investisseurs ne se préoccupe pas du risque politique en tant que facteur globale, mais ils s'intéresseraient à un certains nombres de facteurs qui compose le risque politique.

Toujours d'après les résultats, les investisseurs étrangers semblent se préoccuper davantage du risque financier et de la liberté économique en Algérie. Ce résultat était bien prévisible. En effet, concernant le risque financier, l'Algérie souffre depuis longtemps de plusieurs dysfonctionnements structurels, notamment d'un taux de change instable principalement du au développement du secteur informel. En outre, la stabilité financière de l'Algérie était toujours non garantie du faite que le pays est mono-producteur. Les investisseurs sont pertinemment conscients qu'une fois les prix de pétrole chutent, l'Algérie se trouvera dans

une situation financière précaire. Il est nécessaire de souligner que l'Algérie a aussi dépensé massivement dans des projets qui n'assurent pas de rentabilité à long terme. Ce qui fragilise encore la situation financière du pays. Et il faut rappeler que la plupart des investissements étrangers impliquent directement la participation des pouvoirs publics. De ce fait une situation financière stable garantie aux investisseurs étrangers d'être rémunéré, et de préserver leur rentabilité. C'est pourquoi les investisseurs en tendance à donner une importance particulière à ce risque.

Concernant la liberté économique qui est d'après les résultats est significative, ceci veut tout simplement dire, que les investisseurs étrangers considèrent qu'en Algérie la liberté économique est une priorité, et que la qualité institutionnelle explique en partie la variation dans les flux des IDE entrants. En effet, l'Algérie est très en retard en la matière, le climat des affaires n'est pas du tout favorable ; plusieurs lois et réglementations découragent toute tentative d'investissement. Ajouter à cela la bureaucratie, et la corruption qui sévise dans la majorité des secteurs d'activités. En d'autres termes, cet environnement économique peu favorable aux affaires, est une des préoccupations majeure des investissements étrangers. Selon les résultats du modèle, une augmentation de 1% de la liberté économique (amélioration des conditions et de l'environnement économique) ferait augmenter les IDE de 0.06%.

Conclusion

La crise du pétrole oblige l'Algérie à repenser sa stratégie économique et la mise en place de nouvelles opportunités de création d'entreprises hors hydrocarbures et cela très rapidement car la situation de dépendance au pétrole devient inadmissible en plus d'être dangereuse pour l'avenir du pays. En effet l'économie algérienne est caractérisée par de nombreuses sources de fragilités en plus de celle déjà mentionnée (dépendance énergétique) : le risque pays élevé, un environnement des affaires peu favorable, un niveau très important de corruption...ces facteurs en eu des répercussions non négligeable sur l'attractivité des IDE durant dernières années.

A travers cette étude nous avons pu démontrer que le risque financier semble être un facteur déterminant des IDE en Algérie, ajouter à cela la qualité des institutions qui semble être aussi tout autant important pour l'attractivité des IDE.

Il serait désormais plus que nécessaire de diagnostiquer les contraintes freinant et dissuadant les investisseurs étrangers de s'implanter en Algérie. Redynamisées l'économie ne pourra se faire sans attractivité adéquate des groupes internationaux capable de créer des industries pouvant exportées et s'incérer dans la chaîne de valeur mondiale. De ce fait il est urgent de prendre les décisions idoines à l'amélioration du climat des affaires qui devient ces dernières années, une entrave sérieuse aux investissements directs, en plus de la corruption qui est très asphyxiante et qui a tendance à faire fuir les entreprises étrangères.

¹ Rapport 2016 de la CnuCED sur l'investissement dans le monde, publié par les Nations unies. (http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2016_fr.pdf) consultée le 20 Septembre 2016.

² Bennett, P.D. and Green, R. (1972). Political instability as a determinant of direct foreign marketing investment. *Journal of Marketing Research* 9, 182-186

³ Campos, N.F. and Nugent, J. B. (2003). Aggregate investment and political instability. *Economica* 70(279), 533 – 549.

⁴ Sethi, D., Guisinger, S.E., Phelan, S.E., Berg, D. M. (2003). "Trends in foreign direct investment flows: a theoretical and empirical analysis", *Journal of International Business Studies*, Vol. 34, No. 4, pp. 315–326

⁵ John A. Tures, The impact of instability and institutions on US foreign direct investment in developing areas *Conflict Security and Development* 3(2):163-183 · August 2003

⁶ Levis, Mario 1979 "Does Political Instability in Developing Countries Affect Foreign Investment Flow? An Empirical Examination." *Management International Review* 19: 59–68.

⁷ Busse, M. & Hefeker, C. (2005). Political risk, institutions and Foreign Direct Investment. HWWA Discussion Paper, Hamburg Institute of International Economics.

⁸ Jun, Kwang and Harinder Singh (1996), The Determinants of Foreign Direct Investment in Developing Countries, *Transnational Corporations*, Vol. 5, No. 2, pp. 67-105

⁹ Globerman, Steven and Daniel Shapiro (2002), 'Global foreign direct investment flows: the role of governance infrastructure,' *World Development*, 30 (11), 1898-1919.

¹⁰ Bénassy-Quéré, Coupet & Mayer, Institutional Determinants of Foreign Direct Investment, *World Economy*, Vol. 30, No. 5, pp. 764-782, May 2007

¹¹ Slangen, A.H.L. & van Tulder, R.J.M. (2009). Cultural distance, political risk or governance quality? Towards a more accurate conceptualization and measurement of external uncertainty in entry mode research. *International Business Review*, 18, 276 -291.

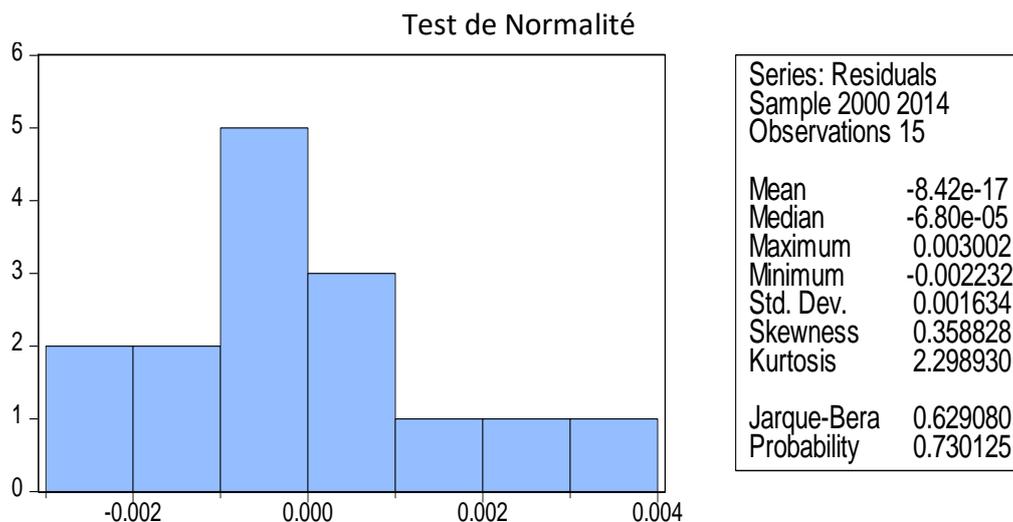
¹² Slangen, A.H.L & Beugelsdijk (2010). The impact of institutional hazards on foreign multinational activity: A contingency approach perspective. *Journal of International Business Studies* 41, 1-16

¹³ Mashrur M. Khan & Mashfique Ibne Akbar, The Impact of Political Risk on Foreign Direct Investment, *International Journal of Economics and Finance*; Vol. 5, No. 8; 2013 ISSN 1916-971X E-ISSN 1916-9728

¹⁴ Ellis L. C. Osabutey, Political Risk and Foreign Direct Investment in Africa: The case of Nigerian Industriel Communication. *International Business Review* **Volume 57, Issue 6**, pages 417–429, November/December 2015

¹⁵ The index is an average of several other indexes from the Economist Intelligence Unit, the World Economic Forum, and the Political Risk Services, among others. Political stability rankings around the world.

Annexes:



Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	0.713952	Prob. F(8,6)	0.6790
Obs*R-squared	7.315324	Prob. Chi-Square(8)	0.5030
Scaled explained SS	0.760168	Prob. Chi-Square(8)	0.9994

Les resultants empiriques sous eviews 0.9

Dependent Variable: LOG(FDIGDP)
 Method: Least Squares
 Date: 09/04/16 Time: 17:22
 Sample: 2000 2014
 Included observations: 15

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.063339	0.112370	-0.563663	0.5934
LOG(POLITICAL_RISK)	0.022561	0.014422	1.564372	0.1688
LOG(ECONOMIC_FREEDOM)	0.069135	0.022260	3.105765	0.0210
LOG(ECONOMIC_RISK)	-0.008015	0.017497	-0.458106	0.6630
LOG(FINANCIAL_RISK)	0.033668	0.012015	2.802065	0.0311
LOG(OILPRD)	0.155622	0.047316	3.289029	0.0166
LOG(INFLATION)	0.000222	0.002233	0.099483	0.9240
LOG(GDPPC)	0.027777	0.018205	1.525817	0.1779
LOG(OPEN)	-0.215007	0.064986	-3.308506	0.0162
R-squared	0.882377	Mean dependent var		0.012459
Adjusted R-squared	0.725545	S.D. dependent var		0.004763
S.E. of regression	0.002495	Akaike info criterion		-8.865096
Sum squared resid	3.74E-05	Schwarz criterion		-8.440265
Log likelihood	75.48822	Hannan-Quinn criter.		-8.869621
F-statistic	5.626277	Durbin-Watson stat		2.324944
Prob(F-statistic)	0.024717			